

Il n'y a pas de baguette magique contre la précarité alimentaire : une réforme profonde de notre système alimentaire est nécessaire

C'est une vieille promesse du modèle agro-industriel, une promesse vieille comme la PAC, vieille comme l'industrialisation de l'agriculture, vieille comme la grande distribution : "baisser les prix pour rendre l'alimentation accessible à tous".

Alors que vient de s'achever le salon de l'agriculture, nous affirmons aujourd'hui, que le modèle du "low cost" dans l'alimentation est une impasse et que les citoyens méritent mieux. Il a sans aucun doute transformé à son époque la manière d'accéder aux produits alimentaires et offert l'apparence du choix et de l'abondance. On connaît pourtant ses revers.

La course aux prix bas à laquelle se livrent les grandes enseignes de distribution appauvrit le monde agricole et appauvrit l'alimentation des consommateurs dont elle prétend défendre le pouvoir d'achat. Elle étouffe les acteurs des filières agricoles, elle détruit le travail, elle détruit la valeur. Elle contribue en revanche à la production d'une alimentation coûteuse pour l'environnement et la santé. Tout le monde est perdant du système du "low cost". Tout le monde en paye le prix.

Aujourd'hui ceux qui en ont les moyens se tournent vers d'autres produits et d'autres modes de distribution, plus exigeants sur la qualité, tandis qu'une part croissante de la population connaît une alimentation contrainte et partiellement insatisfaisante. Certains ne s'en sortent plus, même avec les prix de la grande distribution. Faut-il rappeler que la baguette à 29 centimes est un produit d'appel qui ne dit rien des dépenses alimentaires auxquelles doivent faire face les Français ? En France, 5 à 7 millions de personnes auraient eu recours à l'aide alimentaire en 2020. Ce chiffre est un terrible révélateur des absurdités de notre système alimentaire...

Il est urgent de penser une politique publique agricole et alimentaire cohérente, ambitieuse, durable et citoyenne, qui ne laisse pas le marché segmenter la population sur une activité aussi vitale et aussi profondément sociale que celle de se nourrir.

Cette politique doit agir de front sur trois leviers : la définition par les citoyens de notre avenir alimentaire ; la structuration de filières agricoles aptes à y répondre durablement et la garantie de conditions d'accès égales pour tous à cette alimentation, quels que soient les revenus.

Pour y arriver, tout est sur la table. Tournons notre regard vers les quartiers qui s'organisent ; les producteurs et les citoyens qui construisent collectivement des alternatives plus équitables aux filières industrielles ; les associations et habitants qui font vivre des épiceries sociales et solidaires, des jardins d'insertion, des cuisines partagées, des lieux de convivialité, de bien-être et de partage ; la restauration collective qui repense ses approvisionnements et ses tarifs ; les collectivités qui mettent en place des régies agricoles, la Convention citoyenne pour le climat qui se penche sur la précarité alimentaire autant que sur l'impact environnemental de notre alimentation ; ceux qui construisent des propositions pour l'évolution de la PAC ou la régulation des marchés agricoles ; ceux qui imaginent une sécurité sociale de l'alimentation et l'ONU qui appelle à un véritable droit à l'alimentation..

Ces propositions montrent que des choix politiques forts sont possibles, nous les attendons ! Et dès maintenant, nous appelons au déploiement d'un plan ambitieux d'investissement social et écologique en faveur d'initiatives de démocratie alimentaire pour démultiplier ces coopérations territoriales partout et pour toutes et tous.



Collectif porteur de la tribune :

Véronique Devise, Présidente du **Secours Catholique Caritas France**

Cécile Fau, Présidente d'**UGESS**

Dominique Hays, Président de **Réseau Cocagne**

Aurélien Leray, Président de **Réseau CIVAM**

Boris Tavernier, Délégué général de **VRAC**

Signataires :

Bastien Beaufort, Coordinateur de Slow Food en France

Fabienne Bouguillon, co-Présidente d'Accueil Paysan

Philippe Camburet, Président de FNAB

Sarah Calas, membre du Conseil d'Administration de Les Éco-Charlie Paris Centre

Margot Chevalier et J-Luc Bausson, co-Président.es de Chrétiens dans le monde rural - CMR

Geneviève Chevassus, Administratrice de MIRAMAP

Bernard Chevassus-au-Louis, Président d'Humanité et biodiversité

Alain Duez, Président d'Âge de faire

Jacques Godard, co-Président de SOL Alternatives Agroécologiques et Solidaires

Marie-Aleth Grard, Présidente d'ATD Quart Monde

Guy Janvier, Président d'European Anti Poverty Network

Jean-François Julliard, Directeur général de Greenpeace France

Nadine Lauverjat, Déléguée Générale de Générations Futures

Julien Mast, Délégué national d'E-Graine

Julien Noé, Président d'Enercoop

Nicole Picquart, Présidente de CNLRQ

Julie Potier, Directrice de Bio Consom'acteurs

Philippe Quirion, Président du Réseau Action Climat

Agnès Renaudon, Membre du Bureau collégial de Fédération Artisans du Monde

Thierry Rocaboy, Président de FAIRe un monde équitable

Hugues Sibille, Président du Labo de l'ESS

Vincent Tardieu, Coordinateur du programme « Territoires nourriciers » de Colibris

José Tissier, Président de Commerce Équitable France

Nelly Vallance, Présidente du Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne

Lucie Verdier, salariée des Ami.e.s de la Conf' national

Samanta Vergati, Directrice générale d'Altrimenti

Françoise Vernet, Présidente de Terre et Humanisme

Collectif pour une sécurité sociale de l'alimentation